

Washington demande aux américains de quitter la RDC avant le 19 décembre

Voice of America, 03 décembre 2016 Le Département d'Etat américain demande aux ressortissants des Etats-Unis de quitter le territoire congolais avant le 19 décembre, craignant des troubles qui pourraient avoir lieu autour de cette date qui correspond à la fin constitutionnelle du deuxième et dernier mandat du président Joseph Kabila. Le Chef de l'Etat congolais qui la Constitution interdit de se représenter à un troisième mandat a, sur base d'une interprétation de la Constitution, annoncé qu'il restera au pouvoir jusqu'à l'élection du nouveau président, bravant la pression internationale et de la population.

Washington a publié un communiqué reprenant un avertissement de son ambassade à Kinshasa selon lequel des manifestations et troubles à grande échelle pourraient avoir lieu dans le pays autour de cette date. "Les citoyens américains en RDC devraient envisager sérieusement de quitter le pays avant cette date", précise le communiqué du Département d'Etat. Washington indique avoir ordonné aux membres de famille du personnel (de l'ambassade) des Etats-Unis et du personnel non-auxiliaire de quitter le pays à compter du 10 décembre 2016, en raison de la détérioration de la situation sécuritaire visible. Les autorités américaines conseillent à leurs citoyens de recourir aux vols commerciaux ou autres options de transport disponibles maintenant et de prévoir des plans d'évacuation qui ne dépendent pas uniquement du gouvernement des Etats-Unis. "Les citoyens américains doivent veiller à ce que les documents de voyage (passeports et visas) soient valides et à jour. Les services consulaires, déjà limités dans tout le pays en raison des infrastructures de transport et des conditions de sécurité très mauvaises, peuvent être encore limités, même à Kinshasa", prévient le document. A ceux qui opteront de rester jusqu'au 19 décembre, le Département d'Etat leur demande de prendre des précautions. Il leur recommande de suivre les instructions des autorités locales, de rester à la maison ou dans un autre endroit sûr, d'avoir des kits d'urgence, de nourriture, d'eau et de médicaments. Washington prévient également de l'insécurité dans la toute la partie Est du pays, évoquant les groupes armés, les bandits et certains éléments des armées congolaises qui y opèrent. "Ces groupes tuent, violent, kidnappent, pillent, volent des véhicules et mènent des opérations militaires ou paramilitaires dans lesquelles des civils peuvent être visés sans discrimination. Les enlèvements pour rançon sont courants, en particulier dans les régions situées au nord et à l'ouest de Goma, au Nord-Kivu", rappelle Washington. Le climat politique est tendu en RDC à l'approche de la date du 19 décembre sanctionnant la fin du deuxième et dernier mandat du président Kabila au pouvoir depuis 2001. Les élections n'ont pas pu être organisées à la date prévue par la Constitution qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels et empêche ainsi M. Kabila de se représenter. Plus de 50 personnes ont été tuées les 19 et 20 septembre dernier dans des heurts entre forces de l'ordre et manifestants qui exigeaient le départ de M. Kabila au 20 décembre 2016. Des mouvements pro-démocratie et l'opposition provoquent d'autres manifestations jusqu'au 19 décembre. Le président Kabila a, sur base d'un accord politique entre la majorité au pouvoir et une frange de l'opposition, nommé un Premier ministre issu de l'opposition mais accusé par sa famille politique qui a boycotté le dialogue politique. Les évêques catholiques ont appelé jeudi à des concertations directes entre le camp de ceux qui ont pris part au dialogue et l'opposition restée dehors afin d'éviter le chaos dans le pays.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});